

Jean Longuet

18 décembre 1919

*Première publication en russe dans L'Internationale Communiste n° 7-8, novembre-décembre 1919.
Puis publié dans : «Kommunistkeskoe dvizenie v Francii (Reci, stat'i, pisma, materialy)» (Moskovskii raboiti, 1923) p. 26-36.*

Reproduit dans «Pjat' Let Kominterna» publié en français dans Le Bulletin Communiste n°12, 3 juin 1920 ; en anglais dans l'ouvrage : «The First Five Years of the Communist International».

Cher ami,

Servie par un hasard heureux, l'amabilité proverbiale de Jean Longuet a réussi à placer sous mes yeux le compte rendu sténographique du discours prononcé le 18 septembre (deux mois avant les élections) par l'honorable député à la tribune de la Chambre française [1]. Ce discours est intitulé «Contre la paix impérialiste. Pour la révolution russe !». La lecture de cette brochure m'a plongé, pendant une demi-heure, au cœur même du parlementarisme à cette époque de décadence de la république bourgeoise.

Elle m'a rappelé le mépris salubre que Karl Marx manifestait pour l'atmosphère empoisonnée du Parlement.

Visiblement soucieux de se gagner immédiatement la bienveillance de ses adversaires, Longuet commence par évoquer devant ses collègues la mesure et la courtoisie dont il ne s'est jamais départi au sein de l'honorable assemblée. Il s'associe pleinement aux «considérations si judicieuses que notre collègue Viviani vient de développer avec une si remarquable éloquence». Pourtant, lorsque Longuet tente de se servir de l'adroite lancette de sa critique, les braillards les plus cyniques du nationalisme lui jettent aussitôt à la face l'«Alsace-Lorraine». Mais l'esprit de conciliation, vertu cardinale de Jean Longuet, le contraint à rechercher avant tout un terrain d'entente avec l'ennemi. L'Alsace-Lorraine ! Longuet ne vient-il pas de dire lui-même qu'il salue dans le traité de paix toute une série de paragraphes heureux ? «On vient de faire allusion à l'Alsace-Lorraine. Nous sommes tous d'accord à ce sujet», et Jean Longuet d'enfourer instantanément dans la poche de son gilet une lancette-critique qui ressemble fort à une vulgaire lime à ongles.

Pour son examen du traité de paix, Longuet adopte comme critère l'idée de patrie telle qu'elle est définie par Renan, ce jésuite réactionnaire et athée. De Renan, qui doit lui procurer la communion avec le Parlement national, Longuet passe au «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», «proclamé par la révolution russe et adopté par le président Wilson». C'est précisément ce principe, oui, messieurs, ce généreux principe de Renan, de Lénine et de Wilson, que Jean Longuet voudrait voir inscrit dans le traité de paix. Mais, «dans un certain nombre de cas (*sic*), ce droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes n'a pas été sanctionné», ce dont Jean Longuet se déclare peiné.

Cet orateur si courtois se fait cependant traiter d'avocat de l'Allemagne par de grossiers interpellateurs. Jean Longuet se défend énergiquement de plaider la cause de l'Allemagne, c'est-à-dire de soutenir un peuple écrasé et opprimé contre la France ou plutôt contre les bourreaux qui gouvernent et déshonorent la France.

«Mes amis en Allemagne, s'exclame Longuet, ce sont eux qui s'insurgeaient contre le Kaiser, eux qui

ont subi des années de prison, et dont quelques-uns ont donné leur vie pour la cause que nous défendons.» De quelle cause s'agit-il au juste ? Est-ce de la réparation du droit lésé en 1871, ou de la destruction de l'ordre bourgeois ? Longuet oublie de le préciser. Les cadavres de Liebknecht et de Rosa Luxemburg lui servent de bouclier contre les attaques des impérialistes français. Vivants, les héros du communisme allemand reniaient et flétrissaient les Longuet de toute espèce, attelés au char nationaliste sur le siège duquel trônait le tsar. Morts, ils sont adroitement accaparés par cet homme qui en tire malhonnêtement gloire devant les travailleurs français.

Jean Longuet parle ensuite de l'«éloquent discours de notre ami Vandervelde». Trois courtes lignes de texte séparent l'évocation du martyr de Liebknecht et de Rosa Luxemburg du renvoi à «notre ami Vandervelde». Alors que la vie a creusé un abîme entre Liebknecht et Vandervelde, ne laissant subsister entre ces deux hommes que le mépris du révolutionnaire pour le renégat, le doux Longuet embrasse dans la même étreinte le héros et le renégat. Ce n'est pas assez. Afin de donner force de loi à son respect parlementaire pour Liebknecht, Longuet appelle à la rescousse le ministre du roi, Vandervelde qui a proclamé — et qui donc pourrait le savoir mieux que lui ? — que deux hommes ont sauvé l'honneur du socialisme allemand Liebknecht et Bernstein. Mais Liebknecht traitait Bernstein de misérable valet du capitalisme. Mais Bernstein traitait Liebknecht de fou et de criminel. Comment sortir de ce dilemme ? Devant ce Parlement agonisant, dans cette atmosphère artificielle de mensonge et de préjugés, Jean Longuet unit courtoisement et sans effort Liebknecht, Vandervelde et Bernstein, comme il unissait tout à l'heure Renan, Lénine et Wilson.

Mais les commis parlementaires de l'impérialisme ne témoignent nulle hâte à suivre l'éloquent Longuet sur le terrain d'entente où il se propose de les entraîner. Non, ils ne céderont pas un pouce de leur position. Quelle que soit l'opinion de Vandervelde sur Liebknecht et Bernstein, les socialistes belges ont voté pour le traité de paix : «Répondez, monsieur Longuet, les socialistes belges ont-ils, oui ou non, voté pour le traité de paix ?» (*Très bien ! Très bien !*) Or Jean Longuet lui-même, afin de redorer un peu tardivement son blason socialiste, se prépare à voter contre le traité dont il a préparé l'élaboration par toute son attitude antérieure. C'est pourquoi il s'abstient tout simplement de répondre à la question «Oui ou non ?». Ses «amis» ont-ils voté l'infâme traité, cupide, féroce et déshonorant, oui ou non ? Jean Longuet se tait. Les faits qui ne sont pas énoncés à la tribune parlementaire sont réputés inexistantes. Rien n'oblige Jean Longuet à faire connaître les actions malpropres de son «éloquent ami Vandervelde», tandis qu'il est extrêmement commode de citer ses discours travaillés avec soin, au style châtié !

Et puis ! Vandervelde ! La Belgique, la violation de la neutralité belge ! «Ici, nous sommes unanimes», nous flétrissons tous cette atteinte portée à l'indépendance d'un petit pays. Il est vrai que les Allemands ont également protesté — un peu tard. Hélas, tel est le cours de l'histoire. «La conscience du peuple, assujetti et trompé, ne s'éveille que lentement, par degrés», explique mélancoliquement Longuet. N'en était-il pas de même chez nous, il y a quarante-sept ans, sous l'Empire ?

Et au moment où les commis attentifs du capitalisme prêtaient l'oreille, se demandant si Longuet n'allait pas dire : «Notre propre peuple ne subit-il pas aujourd'hui votre joug ? N'est-il pas dupé, écrasé, avili par vous ? N'en avez-vous pas fait le bourreau des nations ? Vit-on jamais une époque où un peuple ait joué par la volonté et par la tyrannie de ses gouvernants, un rôle plus criminel, plus misérable, plus honteux, que le rôle joué à l'heure actuelle par le peuple français, complètement asservi ?», à ce moment précis, le très habile Longuet abandonne galamment le peuple français de 1872 pour dénoncer la coterie criminelle qui trompe, opprime et violente le peuple, non dans le gouvernement victorieux de Clémenceau, mais dans celui de Napoléon III, depuis longtemps abattu, et dont les turpitudes ont été, depuis, infiniment dépassées.

Mais voici que brille de nouveau dans les mains de notre député l'inoffensive lancette de poche. «Vous soutenez Noske et ses 120.000 soldats qui peuvent constituer demain contre nous les cadres d'une

puissante armée. «Grief stupéfiant ! Pourquoi ces représentants de la finance ne soutiendraient-ils pas Noske, sentinelle de la Bourse allemande ? Une haine commune contre le prolétariat les unit. Mais Jean Longuet ne pose pas cette question capitale. Il préfère effrayer ses collègues en leur faisant craindre que l'armée de Noske n'intervienne «contre nous». Contre qui ? Noske assassine Rosa Luxemburg, Liebknecht et les spartakistes. «Contre nous», serait-ce contre les communistes français ? Non certes, mais bien contre la IIIe République, contre la raison sociale ClémenceauBarthou-Briand-Longuet.

Et voici que reparaît l'Alsace-Lorraine. De nouveau, «là-dessus, nous sommes unanimes». Il est absolument regrettable que l'on se soit passé d'un plébiscite. Et d'autant plus que «nous» n'avions rien à redouter. D'ailleurs les prochaines élections en tiendront lieu. Et d'ici là M. Millerand aura accompli en Alsace-Lorraine le travail préparatoire d'éducation et d'épuration, afin que le futur plébiscite puisse réconcilier définitivement la conscience juridique tellement courtoise — de Jean Longuet et les réalités de la politique Foch-Clémenceau. Jean Longuet supplie seulement que le travail d'épuration soit fait avec mesure, afin de ne pas «diminuer les profondes sympathies de l'Alsace et de la Lorraine pour la France». Adoucissez légèrement, monsieur Millerand, et tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Le capital français s'est emparé du bassin houiller de la Sarre. Là, il n'est plus question de la «réparation des atteintes au droit», et nul reporter zélé n'a découvert sur les lieux de «profondes sympathies». Nous sommes en présence d'un acte de banditisme commis ouvertement. Longuet en est peiné. Longuet en est affligé. Et son affliction n'est point nourrie exclusivement de considérations humanitaires. «La houille du bassin de la Sarre», nous dit-il, «n'est pas, selon les rapports des experts, de la meilleure qualité». Ne pouvions-nous pas, demande Longuet, obtenir de l'Allemagne crucifiée la houille dont nous avons besoin et la prendre au bassin de la Ruhr où elle est d'une qualité infiniment supérieure ? Cela nous eût évité des débats parlementaires sur le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes. Monsieur le Député n'est pas le moins du monde dépourvu de sens pratique.

Naturellement, Jean Longuet est internationaliste. Il le proclame, et qui pourrait le savoir mieux que lui-même ? Mais qu'est-ce que l'internationalisme ? «Nous ne l'avons jamais compris comme signifiant un amoindrissement des patries et la nôtre est assez belle pour n'avoir pas besoin qu'on lui oppose les intérêts de quelque autre nation.» (Chœur des amis : *Très bien ! Très bien !*) L'internationalisme de Jean Longuet ne songe nullement à empêcher cette belle patrie, où règnent maintenant les Foch et les Clemenceau, d'utiliser le charbon — d'excellente qualité — du bassin de la Ruhr. Il demande seulement qu'on respecte la forme parlementaire qui nous vaut, ici-même, vous le voyez, l'approbation de tous nos amis.

Jean Longuet passe ensuite à l'Angleterre. Pour apprécier la politique de son propre pays, il s'est abrité derrière Renan. C'est aussi en la plus respectable compagnie qu'il descend dans l'arène de la politique britannique. Ayant à parler de l'Irlande, «Ne nous sera-t-il pas permis d'évoquer la mémoire des grands hommes d'Etat anglais, Gladstone et Campbell-Bannermann ?» Si l'Angleterre avait accordé l'autonomie à l'Irlande, rien n'eut empêché les deux pays de former une fédération Ayant ainsi assuré, par les méthodes de l'illustre Gladstone, le bonheur de l'Irlande, Jean Longuet se heurte à de nouvelles difficultés : la France a aussi son Irlande, Longuet nomme la Tunisie. "Vous ne permettrez, messieurs, de vous rappeler que ce pays a fait à la France, au cours de la guerre, les plus nobles et les plus lourds sacrifices. Des 55.000 combattants que Tunis a donnés à la France, 45.000 ont été tués ou blessés; tels sont les chiffres officiels. Et nous avons le droit de dire que cette nation a conquis par ses sacrifices le droit à plus de justice et à plus de liberté.» (Chœur des amis : *Très bien ! Très bien !*) Pauvres arabes tunisiens jetés par la bourgeoisie française dans le creuset ardent de la guerre, triste chair à canon qui, sans une lueur de conscience, périssait sur le champ de bataille de la Somme ou de la Marne — comme des chevaux importés d'Espagne ou des bœufs d'Amérique —, cette tache écœurante sur l'immonde tableau de la grande guerre est présentée par Jean Longuet comme un noble et grand sacrifice que doit

récompenser l'octroi de quelques libertés. Après quelque terne radotage sur l'internationalisme et le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, voici que l'on discute le droit des arabes tunisiens à une liberté inférieure, à un pourboire que la Bourse française, généreuse parce que repue, cédant aux sollicitations d'un de ses faiseurs parlementaires, jetterait à ses esclaves !

Enfin nous approchons de la Russie.

Avec le tact qui lui est propre, Jean Longuet adresse d'abord un profond salut à Clémenceau lui-même. «N'avons nous pas ici même unanimement applaudi monsieur Clémenceau quand il nous a donné lecture, du haut de la tribune de la Chambre, du paragraphe annulant le traité honteux de Brest-Litovsk ?» A l'évocation du traité de Brest-Litovsk, Jean Longuet sort de lui-même. Il tonne : «La paix de Brest-Litovsk reste un monument de l'impudence et de la lâcheté du militarisme prussien. «Des mains de Longuet partent les foudres parlementaires contre le traité de BrestLitovsk, déchiré depuis longtemps par la Révolution, composant, pour les délicates opérations critiques de l'honorable député sur la paix de Versailles, un fond du plus heureux effet.

Jean Longuet est partisan de la paix avec la Russie des soviets. Il va sans dire qu'il ne conseille aucune démarche compromettante. Plaise à Dieu ! Longuet connaît admirablement le bon chemin pour arriver à la paix. C'est celui que traça Wilson lui-même quand il envoya en Russie soviétiste son chargé d'affaires, M. Bullitt. [3]

La portée et le but de la mission Bullitt sont maintenant suffisamment connus. Ses conditions ne faisaient que répéter en les aggravant, les clauses dictées à Brest-Litovsk par von Kühlmann et Czernin [4]. Le démembrement de la Russie y était consacré en même temps que son dépouillement économique. Mais... cherchons plutôt un autre thème à nos variations oratoires. Wilson est — qui ne le sait pas ? — le partisan du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, tandis que Bullitt... «Je considère monsieur Bullitt comme un homme des plus droits, des plus probes, des mieux intentionnés.» Qu'il est doux d'apprendre de M. Longuet que la race des justes ne s'est pas encore éteinte à la Bourse américaine et qu'il y a encore, au sein du Parlement français, des députés qui sont capables d'estimer à son juste prix la vertu américaine !

Ayant rendu justice à MM. Clémenceau et Bullitt quant à leurs bonnes dispositions envers la Russie, Longuet ne refuse plus son approbation à la République des Soviets. «Personne ne croira, dit-il que le régime des Soviets ait pu se maintenir pendant deux ans s'il n'avait pas avec lui les masses profondes du peuple russe. Il n'aurait pu sans cela former une armée de 1.200.000 hommes, commandée par les meilleurs officiers de l'ancienne Russie et qui combat avec l'enthousiasme des volontaires de 1793». Nous arrivons au point culminant du discours de Jean Longuet. Evoquant les années de la Convention, il plonge dans la tradition nationale, il l'utilise pour dissimuler l'antagonisme des classes, il communique avec Clémenceau dans ces souvenirs héroïques — et il crée, pardessus le marché, la formule historique pour une justification, de l'adoption par l'Europe de la République des soviets et de son armée.

Tel est Longuet. Tel est le socialisme officiel français. Tel est, dans son expression la plus «démocratique», le parlementarisme de la IIIe République. Routine et phraséologie, mensonges doucereux, tours et détours d'un avocaillon qui confond les bas degrés de sa tribune aux harangues avec l'immense arène de l'histoire.

A l'heure où la lutte violente des classes est engagée, où les idées historiques, armées jusqu'aux dents, jouent leur fortune au sort des armes, les «socialistes» du type Longuet sont une insultante dérision. Nous venons de le voir : il adresse un salut à droite, une révérence à gauche, une prière à Gladstone [2]. Il s'incline devant Marx, son grand-père, qui haïssait et méprisait l'hypocrite Gladstone, fait l'éloge de Vandervelde, l'homme de paille du tsar, premier président du conseil de la guerre impérialiste. Il associe Renan et la révolution russe, Wilson et Lénine, Vandervelde et Liebknecht, fonde le «droit des peuples» sur le charbon de la Ruhr et les ossements des arabes de Tunisie; puis, ayant accompli toutes

ces merveilles auprès desquelles avaler de l'étope enflammée n'est qu'un jeu d'enfant, il devient lui-même l'incarnation courtoise du socialisme officiel, le dernier fleuron du parlement français.

Cher ami ! Il est temps d'en finir avec ce long malentendu. Des tâches trop graves attendent la classe ouvrière, et l'attendent dans des conditions trop difficiles, pour qu'on puisse tolérer davantage l'accouplement du misérable longuettisme et de cette puissante réalité : la lutte du prolétariat pour le pouvoir.

Par-dessus tout, nous avons besoin de netteté et de vérité. Il faut que chaque ouvrier sache bien où sont ses ennemis, où sont ses amis, quels sont les compagnons d'armes sur lesquels il peut compter et quels sont les traîtres. Liebknecht et Rosa Luxemburg sont des nôtres. Longuet et Vandervelde doivent être impitoyablement rejetés, renvoyés à la bourgeoisie corrompue dont ils tentent vainement de se séparer pour essayer de conserver une place sur la route claire qui mène au socialisme. Ce qu'exige notre époque, ce sont des pensées claires et des paroles franches, préluant à des gestes francs et à des actes clairs. Loin de nous les décors usés du parlementarisme, ses clairs-obscurs, ses illusions d'optique. Ce qu'il faut, c'est que le prolétaire français aspire à pleins poumons l'air de sa rue emplie de lumière et de vaillance, qu'il ait des idées nettes dans la tête, une volonté ferme dans le cœur, un bon fusil entre les mains. Se guérir du longuettisme, voilà la tâche la plus impérieuse et la plus urgente, commandée par l'hygiène publique. Et c'est pourquoi, en répliquant au discours de Longuet, j'étais animé de sentiments que le trop courtois langage parlementaire ne sait pas exprimer avec assez de virilité. Mais, au terme de cette lettre, je songe avec joie à la magnifique œuvre de nettoyage que l'ardent prolétariat français accomplira dans le vieil édifice social, souillé, infecté d'ordures par la République bourgeoise, dès qu'il abordera la solution de sa dernière tâche historique.

Léon TROTSKY
18 décembre 1919.

Notes de P.Broué

[1] Une note du Bulletin précisait qu'il s'agissait du seul discours prononcé par Jean Longuet à la chambre des députés depuis la déclaration de guerre.

[2] En 1886, Gladstone, ancien conservateur devenu libéral, avait projeté d'accorder l'autonomie (Home Rule) à l'Irlande, mais en fut empêché par la défection d'une importante partie des députés libéraux.

[3] William Bullitt, membre de la délégation américaine à Paris, avait été chargé en février 1919 par le président Wilson d'une mission secrète d'information auprès du gouvernement soviétique sur les possibilités de conclure la paix sur la base du statu quo territorial. Il eut plusieurs entretiens avec Lénine et revint porteur de contre-propositions soviétiques qui ne furent en définitive pas examinées. Plus tard ambassadeur des Etats-Unis en France, puis représentant du président Roosevelt en Afrique du Nord lors du débarquement allié, il devait passer pour l'un des diplomates américains les plus résolument anti-russes.

[4] Von Kühlmann et le comte Czernin étaient les représentants allemand et autrichien qui avaient siégé à la conférence de Brest-Litovsk et dicté les conditions draconiennes que le gouvernement soviétique avait du accepter pour obtenir la paix.